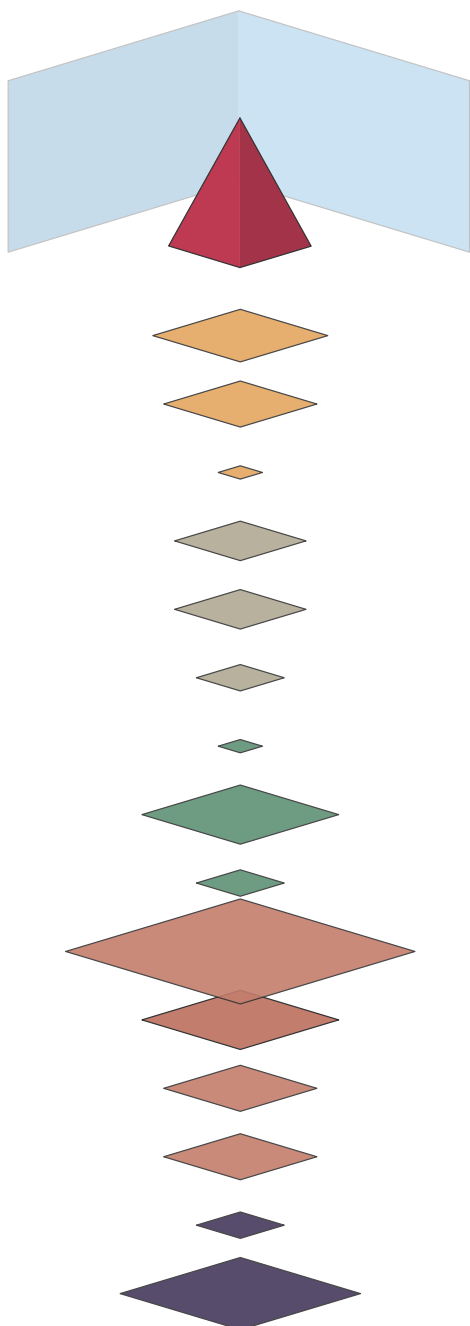
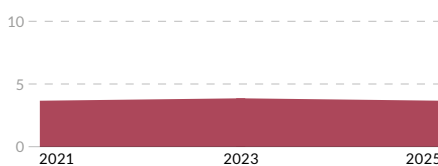


SEYCHELLES



3.65 $\nearrow 0.25$ SCORE DE CRIMINALITÉ

164^e sur 193 pays $\nearrow 8$
53^e sur 54 pays africains $\nearrow 1$
13^e sur 13 pays d'Afrique australe -



MARCHÉS CRIMINELS 3.40 $\nearrow 0.10$

TRAITE DES PERSONNES	4.00	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	3.50	0.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	1.00	0.00
TRAFIC D' ARMES	3.00	$\nearrow 0.50$
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	3.00	0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	2.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	1.00	$\nearrow 3.00$
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	4.50	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUELABLES	2.00	$\nearrow 1.00$
COMMERCE D' HÉROÏNE	8.00	0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	4.50	0.00
COMMERCE DE CANNABIS	3.50	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	3.50	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	2.00	$\nearrow 0.50$
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	5.50	$\nearrow 1.00$

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 3.90 $\nearrow 0.40$

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1.50	$\nearrow 0.50$
RÉSEAUX CRIMINELS	5.00	0.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	4.00	$\nearrow 1.50$
ACTEURS ÉTRANGERS	5.00	0.00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	4.00	0.00



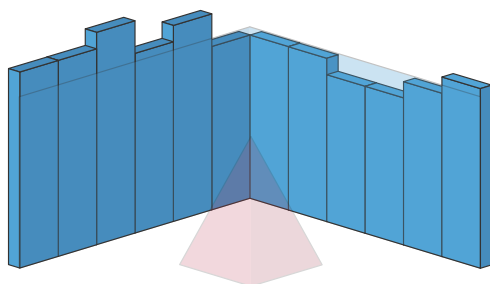
Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

SEYCHELLES



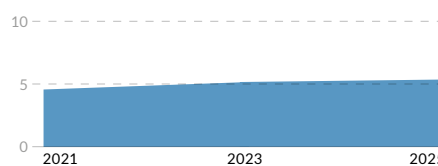
5.38 ↗0.17

SCORE DE RÉSILIENCE

62^e sur 193 pays ↗15

6^e sur 54 pays africains ↗4

3^e sur 13 pays d'Afrique australe ↗1



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE **6.00** ↗1.00

TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS **6.00** ↗0.50

COOPÉRATION INTERNATIONALE **6.50** 0.00

POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES **5.50** 0.00

SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION **6.00** 0.00

FORCES DE L' ORDRE **5.00** 0.00

INTÉGRITÉ TERRITORIALE **5.00** 0.00

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT **5.00** ↗0.50

CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE **4.50** 0.00

SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS **4.50** 0.00

PRÉVENTION **5.00** 0.00

ACTEURS NON ÉTATIQUES **5.50** 0.00



Ce projet a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis



Funded by the European Union

Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes est un sujet de préoccupation aux Seychelles, qui sont à la fois une source, un point de transit et une destination pour les victimes, principalement à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. L'île principale de Mahé constitue un pôle majeur, et des routes de traite bien établies la relient à Madagascar et à l'Asie de l'Ouest. Les méthodes de recrutement comprennent des offres d'emploi trompeuses, en particulier dans le cadre de stratagèmes frauduleux liés au mannequinat, ciblant de jeunes femmes originaires de Mahé et de Praslin. Les travailleurs migrants, en particulier ceux originaires d'Inde et du Bangladesh employés dans le commerce de détail, la construction, la pêche et le travail domestique, sont vulnérables à la traite des personnes et se retrouvent souvent dans des conditions d'exploitation en raison de la confiscation de leur passeport et de présentation trompeuse des contrats. Les travailleurs migrants employés sur des navires de pêche battant pavillon étranger dans la zone économique exclusive (ZEE) des Seychelles peuvent être confrontés à des conditions s'apparentant à la traite des personnes, telles que des mauvais traitements physiques et le non-paiement des salaires. Les touristes étrangers contribuent à la demande d'exploitation sexuelle, exacerbant ainsi le problème. Aux Seychelles, les auteurs impliqués dans la traite des personnes recourent de plus en plus à la technologie pour repérer et exploiter leurs victimes, par le biais de portails d'emploi en ligne, de plateformes de réseaux sociaux, d'applications de messagerie et de transactions bancaires illégales en ligne pour faciliter leurs activités.

Le trafic d'êtres humains est facilité par des agences de recrutement et implique des réseaux criminels, des acteurs étrangers ainsi que des acteurs intégrés à l'État. Des migrants d'Asie du Sud et de l'Est, ainsi que d'Afrique de l'Est, sont attirés vers les Seychelles pour travailler dans les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de la construction. Ce marché est étroitement lié à la traite des personnes, car les migrants sont souvent victimes d'exploitation, notamment par la confiscation de leur passeport, la restriction de leurs déplacements et des contrôles inadéquats. Malgré la nature transnationale de cette activité, le pays n'est qu'un marché mineur.

Il n'existe aucune preuve de racket d'extorsion et de chantage à la protection aux Seychelles. Des incidents isolés ont été signalés, mais ils sont principalement le fait d'individus opportunistes plutôt que de groupes criminels organisés.

COMMERCE

Le trafic d'armes n'est pas un marché criminel bien établi aux Seychelles. Bien que la possession d'armes à feu soit faible, les forces de l'ordre ont signalé une augmentation des infractions liées aux armes à feu ces dernières années. Des saisies d'armes et de munitions de type militaire ont eu lieu, mais les couteaux et les machettes sont les armes les plus couramment utilisées dans les incidents violents. Des inquiétudes persistent quant à un éventuel trafic d'armes dans la ZEE, notamment compte tenu de l'étendue de son vaste territoire maritime et de ses capacités limitées en matière d'application de la loi.

Les Seychelles sont principalement un marché de destination pour les produits de contrefaçon. Les articles de contrefaçon courants comprennent les vêtements et les produits pharmaceutiques. Des cadres juridiques existent pour réglementer ce marché, mais leur application demeure inégale, les autorités concentrant principalement leurs efforts sur les médicaments de contrefaçon. Le faible coût de ces produits alimente la demande locale et, bien que leur impact sur le crime organisé demeure incertain, le commerce illicite nuit aux entreprises légitimes.

Les Seychelles constituent un point de transit pour les biens illicites de consommation soumis à accise, bien que leur portée et leur ampleur demeurent limitées, entre l'Afrique et l'Asie. En raison des difficultés liées à la surveillance du vaste territoire maritime de l'île et au contrôle des expéditions de marchandises, l'ampleur réelle de ces marchés criminels reste incertaine. Certains éléments indiquent que des agents des douanes seraient impliqués dans la facilitation de la contrebande, ce qui complique les efforts de répression. La réglementation sur les importations d'alcool et de tabac pour les touristes est strictement appliquée, mais des disparités persistent dans la surveillance des autres points d'entrée, ce qui entraîne des failles dans le dispositif de contrôle.

ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore aux Seychelles concerne principalement le commerce illégal du coco de mer, une espèce végétale menacée très prisée sur le marché noir. La demande de spécimens récoltés illégalement provient des touristes et des acheteurs internationaux. L'exploitation forestière et l'abattage illicites sont principalement concentrés sur Mahé, sous l'effet du développement économique et de la production de charbon de bois. Cependant, rien n'indique que des groupes criminels organisés soient directement impliqués dans ces activités.

La criminalité liée à la faune comprend le braconnage d'espèces endémiques telles que les geckos bronze, les perroquets noirs et les tortues marines. La pêche illégale, non déclarée et

non réglementée, ainsi que la capture illégale de langoustes, contribuent également à ces phénomènes. Des chalutiers chinois et sri-lankais sont fréquemment signalés dans les eaux des Seychelles, ce qui accentue les préoccupations relatives à l'épuisement des ressources.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables reste marginale aux Seychelles, car le pays ne dispose pas de réserves naturelles importantes. Cependant, la position géographique de l'archipel en fait un point de transit pour des ressources non renouvelables faisant l'objet de contrebande entre l'Afrique et l'Asie.

DROGUES

Le commerce d'héroïne est bien établi aux Seychelles, et le pays constitue à la fois un point de transit et un marché de destination. Le pays affiche l'un des taux de consommation d'héroïne par habitant les plus élevés au monde, et une partie importante de la population est touchée par la dépendance à l'héroïne. Des réseaux criminels, des acteurs étrangers et les acteurs intégrés à l'État jouent un rôle dans la distribution de l'héroïne et les prisons constituent un lieu important pour les activités de trafic. La situation géographique des Seychelles le long des principales routes de trafic entre l'Afghanistan et l'Iran vers l'Afrique de l'Est et l'Europe contribue à la prévalence du trafic de la drogue. L'héroïne est généralement acheminée via Madagascar, ainsi que l'Afrique australe et de l'Est, avant d'atteindre l'île. Des cargaisons en provenance du Sri Lanka soulignent encore davantage la nature transnationale de ce marché. Malgré les interventions du gouvernement, l'héroïne est largement accessible, ce qui soulève des préoccupations plus larges en matière de forces de l'ordre et de santé publique.

Le commerce de cocaïne aux Seychelles s'est développé ces dernières années, principalement alimenté par des routes de trafic en provenance du Brésil. La cocaïne est principalement transportée par voie aérienne et des saisies fréquentes sont effectuées dans les aéroports. Des réseaux criminels et des acteurs étrangers dominent ce commerce et blanchissent leurs profits par le biais d'activités telles que la location immobilière et l'hôtellerie. La consommation locale est inférieure à celle de l'héroïne, mais la disponibilité croissante de la cocaïne chez les jeunes générations suscite des inquiétudes.

Les Seychelles constituent une destination secondaire pour le cannabis, les importations provenant principalement de Madagascar via les Comores avec d'autres substances illicites. Cependant, la majeure partie du cannabis consommé est cultivée localement pour la consommation domestique. Le cannabis est la drogue la plus largement consommée aux Seychelles et, malgré son statut illégal, il est culturellement accepté. Des discussions sur une éventuelle légalisation ont vu le jour, mais les mesures répressives continuent de cibler les consommateurs et les descentes de police sont monnaie courante.

Le trafic de drogues de synthèse est un phénomène émergent, et les saisies de méthamphétamine et d'autres substances de synthèse ont augmenté. Les drogues récréatives telles que la flakka, la MDMA et le K2 gagnent en popularité, en particulier chez les jeunes. Le gouvernement a pris conscience de cette tendance et s'efforce de surveiller la production locale, mais les mesures répressives restent limitées.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Les données sur la criminalité cyberdépendante aux Seychelles sont limitées. Cependant, le gouvernement a mis en place des unités spécialisées pour lutter contre les cybermenaces, en se concentrant principalement sur les hackers étrangers.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La criminalité financière et les crimes financiers cyber-facilités sont un problème persistant, et la fraude devient de plus en plus répandue. Les cybercriminels internationaux ont souvent recours à des techniques telles que le phishing, les escroqueries sentimentales et les fraudes à la loterie, et certains cas sont liés à l'utilisation des Seychelles comme façade offshore pour des entreprises étrangères. Le statut de paradis fiscal du pays offre des opportunités non seulement pour les infractions fiscales commises par des acteurs étrangers, mais aussi par d'autres formes de criminalité financière. Le détournement de fonds et la malversation constituent des préoccupations récurrentes. Ces infractions sont principalement commises par des criminels étrangers ainsi que par une combinaison de réseaux criminels, d'acteurs intégrés à l'État et, dans une moindre mesure, de participants du secteur privé.

L'évitement fiscal et la fraude, en particulier, représentent un fardeau économique considérable pour le gouvernement.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Aucune présence confirmée de groupes de type mafieux n'a été signalée aux Seychelles. Des préoccupations ont été exprimées au sujet d'un gang connu sous le nom de « Syndicate », mais ses motivations opérationnelles, sa direction interne, sa structure et son influence sur les marchés criminels demeurent inconnues.

Les réseaux criminels sont peu structurés et opèrent souvent par le biais de liens familiaux. Ils se livrent principalement à la traite et au trafic d'êtres humains, au trafic de drogue et à la criminalité financière. En raison de la faible population du pays et du caractère étroitement interconnecté des communautés, ces activités échappent souvent aux contrôles, malgré un renforcement de la présence des forces de l'ordre. Des liens entre des réseaux criminels et des acteurs étatiques dans le trafic de la drogue ont été identifiés, des facteurs économiques tels que les bas salaires et le coût élevé de la vie étant évoqués comme des incitations potentielles à la corruption. Malgré leur implication dans

des activités criminelles transnationales, rien n'indique que ces groupes cherchent à exercer une influence sur les institutions politiques.

Il existe peu d'éléments suggérant un contrôle direct de l'État sur les Marchés criminels. Cependant, les éléments suggèrent une implication à des échelons inférieurs, en particulier dans le trafic de drogue. Des agents pénitentiaires auraient été impliqués dans des activités liées à la drogue avec des détenus, une pratique qui se poursuivrait malgré la mise en œuvre de réglementations plus strictes. L'opinion publique associe fréquemment les responsables gouvernementaux à la corruption et au détournement de fonds, mais il existe peu d'éléments permettant d'étayer ces liens.

Les acteurs criminels étrangers jouent un rôle notable aux Seychelles, en particulier dans les activités criminelles maritimes telles que la pêche illégale, la traite des personnes et le trafic de drogue. Ces acteurs n'exercent pas de contrôle centralisé sur les marchés criminels, mais entretiennent des interactions modérées avec les réseaux locaux. Les groupes étrangers opèrent principalement dans les eaux territoriales, se livrant à des activités de pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Les navires chinois et sri-lankais sont fréquemment impliqués dans de telles activités. Des acteurs étrangers originaires d'Afrique de l'Est, d'Afrique du Sud, du

Brésil et d'Asie de l'Ouest ont été associés à des routes de trafic de drogue transitant par les Seychelles. Dans le secteur financier, des acteurs russes ont été identifiés comme des acteurs clés dans des activités financières illicites. Des chefs d'entreprise indiens ont également été impliqués dans des cas de traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail, en particulier lorsque des travailleurs migrants originaires d'Inde et du Bangladesh ont été soumis à des pratiques telles que le non-paiement de salaires et la confiscation de passeport. Malgré leur implication économique significative dans les marchés illicites, les acteurs étrangers ne semblent pas tirer parti de leur position pour influencer la gouvernance ou les institutions démocratiques des Seychelles.

Le rôle des acteurs du secteur privé dans le crime organisé aux Seychelles est principalement lié à la criminalité financière et à l'exploitation du travail.

Le secteur financier joue un rôle dans la facilitation des flux financiers illicites, notamment par la création de sociétés écrans qui soutiennent les systèmes de blanchiment d'argent offshore. Dans le secteur du travail, des employeurs de la Zone de Commerce International des Seychelles seraient à l'origine de restrictions sévères à la liberté de circulation des travailleurs migrants, augmentant leur vulnérabilité à l'exploitation par le travail.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le processus démocratique aux Seychelles est indépendant et aucun élément significatif ne laisse penser le crime organisé influence le système politique. La confiance du public envers le gouvernement est restée relativement stable. Les dirigeants du pays ont exprimé leur engagement à lutter contre le crime organisé et à renforcer les structures de gouvernance. La stabilité politique a été maintenue, mais des défis persistent pour lutter pleinement contre le crime organisé, en raison des capacités limitées, d'une coordination interinstitutionnelle fragmentée et d'une dépendance à l'égard de l'aide extérieure pour les fonctions répressives et judiciaires. Il demeure incertain dans quelle mesure les engagements politiques se sont traduits par une mise en œuvre effective des politiques, et des contraintes financières affectent les efforts de répression. Bien que des institutions de contrôle existent, les lacunes en matière d'application de la loi et l'inefficacité bureaucratique affectent leur efficacité globale. Les signalements de corruption au sein des institutions étatiques alimentent le scepticisme du public quant à la capacité du gouvernement à lutter de manière impartiale contre le crime organisé. Le clientélisme politique constitue un enjeu notable aux Seychelles, où le népotisme et le caractère étroitement interconnecté de

cette petite nation insulaire contribuent à un degré élevé de personnalisation de la vie politique. Des efforts ont été déployés pour renforcer la transparence financière, notamment par des initiatives visant à améliorer l'inclusivité et la participation à la prise de décision par au sein d'institutions indépendantes. Des mesures de transparence, telles que les allocations budgétaires et les contrats de marchés publics, sont régulièrement mises en œuvre par le gouvernement. Toutefois, le cadre réglementaire présente certaines limites, notamment des exceptions à la primauté de l'intérêt public et la nécessité d'une disposition plus large permettant de primer sur d'autres lois contradictoires.

Les Seychelles se sont constamment alignées sur les normes internationales en participant à des traités et conventions internationaux visant à lutter contre le crime organisé, notamment à travers la conclusion d'accords d'extradition avec leurs partenaires internationaux. Le pays participe à de nombreuses initiatives de coopération internationale, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic de drogue et de la sécurité maritime. Toutefois, l'activité en matière d'extradition des personnes impliquées dans le crime organisé est restée limitée et aucun cas n'a été signalé au cours des cinq dernières années. De même, aucun cas

de saisie transfrontalière d'avoirs n'a été enregistré, ce qui indique une mise en œuvre limitée dans ces domaines au sein des cadres juridiques et opérationnels existants. Les Seychelles disposent d'un cadre juridique établi couvrant divers aspects du processus de justice pénale liés au crime organisé. Celui-ci comprend des dispositions relatives à la détention, aux poursuites, au jugement et à l'incarcération des personnes impliquées dans des activités illicites. La législation relative aux infractions telles que le trafic d'armes et d'espèces sauvages est relativement stricte, mais des lacunes subsistent dans la lutte efficace contre des infractions telles que la traite des personnes et la contrefaçon. Une stratégie nationale en matière de cybersécurité (2019-2024) a servi de cadre pour la mise en œuvre des politiques de cybersécurité et à la coordination des efforts dans ce domaine. Une nouvelle loi encadrant les actifs virtuels et les prestataires de services, a été introduite en 2024 afin de limiter les risques de criminalité financière liés à leur utilisation abusive.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire des Seychelles ne dispose pas d'unités spécialisées dans la lutte contre le crime organisé, mais les tribunaux jugent ces affaires dans le cadre de leurs fonctions juridictionnelles générales. Le système judiciaire bénéficie du soutien de l'État, ce qui lui garantit les ressources nécessaires à son fonctionnement. Malgré les progrès réalisés au sein du système judiciaire, la perception de l'intégrité judiciaire par l'opinion publique demeure contrastée, et des préoccupations quant à la conduite des juges et du personnel judiciaire persistent. Certains membres du pouvoir judiciaire ont exprimé leur inquiétude quant à d'éventuels conflits d'intérêts, évoquant des cas où des membres du système judiciaire ont participé à des événements liés à la Présidence de la République. Des cas de corruption ont été signalés parmi le personnel pénitentiaire, notamment des cas de contrebande et de corruption par versement de pots-de-vin. Certaines prisons ne répondent pas entièrement aux normes internationales, en particulier en matière de services de santé, bien que les besoins fondamentaux soient généralement satisfaits. Ces insuffisances ne semblent pas faciliter de manière significative le crime organisé dans les établissements pénitentiaires, mais les réseaux illicites exercent un certain contrôle sur les activités à l'intérieur des prisons, ce qui constitue un défi pour les forces de l'ordre et les services de sécurité.

Les services chargés de la lutte contre la criminalité organisée opèrent au sein de la police des Seychelles, bien qu'il existe peu d'unités spécialisées dédiées à cette lutte. Les services chargés de l'application de la loi bénéficient d'un soutien international, comprenant des programmes de formation visant à renforcer leur capacité à lutter contre des infractions telles que la traite des personnes et les infractions liées à la drogue. La corruption au sein des forces de l'ordre, en particulier dans le cadre des enquêtes relatives au trafic de drogue, est considérée comme un obstacle majeur à

la lutte contre le crime organisé. Des rapports indiquent que la corruption touche différents niveaux des forces de l'ordre, entravant les efforts visant à démanteler les réseaux de trafic d'envergure. Malgré cela, aucun élément solide ne laisse apparaître une méfiance généralisée du public à l'égard des forces de l'ordre, et il n'existe pas non plus d'éléments probants attestant de la mise en œuvre effective d'initiatives de police de proximité. En matière de renseignement, les Seychelles ont mis en place des mécanismes de collecte d'informations par l'intermédiaire d'acteurs non étatiques et participent à des initiatives internationales de partage de renseignements. Ces collaborations contribuent à pallier le manque d'unités spécialisées au niveau national, en tirant parti de l'expertise et des ressources externes afin de lutter plus efficacement contre la criminalité organisée.

Les Seychelles sont confrontées à des défis permanents en matière de surveillance et de sécurité des frontières en raison de l'étendue de leur territoire, qui comprend 115 îles et de vastes eaux territoriales. Le pays s'appuie principalement sur sa garde côtière pour protéger son territoire, lutter contre la piraterie et combattre les activités illicites telles que le trafic de drogue et la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Après des années de tensions, le différend territorial de longue date concernant les îles Chagos semble en voie de résolution, le Royaume-Uni s'étant engagé à transférer le territoire à Maurice. La position géographique des Seychelles, situées le long d'un important corridor de trafic reliant l'Afghanistan et l'Iran à l'Afrique australe et de l'Est ainsi qu'à l'Europe, contribue aux vulnérabilités en matière de sécurité des frontières. En réponse, l'État a sollicité un soutien international afin de renforcer les infrastructures de surveillance et les capacités opérationnelles de contrôle des eaux territoriales. Le personnel chargé du contrôle des frontières aux points d'entrée officiels est généralement équipé pour intercepter des substances illicites, mais des préoccupations subsistent quant à la corruption au sein de ces services, susceptible d'affecter l'efficacité des mesures de répression.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Les Seychelles ont mis en place un cadre réglementaire et des autorités compétentes pour lutter contre le blanchiment d'argent. Cependant, l'efficacité de ces institutions reste difficile à évaluer, car aucune enquête financière d'envergure n'a été explicitement liée au crime organisé. Les efforts visant à renforcer les capacités institutionnelles ont notamment inclus une collaboration avec des partenaires internationaux et régionaux dans le cadre d'ateliers et d'initiatives de formation consacrés à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Malgré ces avancées, des incertitudes subsistent quant à l'adéquation des mesures visant à empêcher que les nouveaux canaux financiers, tels que le financement participatif et les jeux d'argent en ligne, ne soient exploités à des fins illicites. Cela soulève des préoccupations quant aux vulnérabilités potentielles du

cadre réglementaire financier des Seychelles. Ces dernières années, les Seychelles ont été placées sur la liste noire de l'UE en raison de préoccupations liées à leurs politiques de lutte contre le blanchiment d'argent. Cependant, des progrès ont été accomplis dans le renforcement des cadres juridiques de lutte contre la criminalité financière, comme en témoigne la décision du Conseil de l'UE de retirer les Seychelles de la liste noire des juridictions fiscales non coopératives, avec effet en février 2024.

Le gouvernement a introduit des mesures visant à faciliter le fonctionnement des entreprises légitimes tout en minimisant leur exposition aux influences criminelles. Des efforts ont été déployés pour soutenir la croissance économique, en mettant l'accent sur le renforcement des entreprises locales. Il existe d'éléments probants attestant d'une implication directe du secteur privé dans la lutte contre le crime organisé.

Néanmoins, il n'existe pas de mécanismes réglementaires clairs visant à dissuader la participation aux marchés illicites. Les subventions gouvernementales apportent un certain soutien aux entrepreneurs, mais des difficultés persistent, en particulier dans le domaine de l'acquisition foncière, où des cas de corruption ont été signalés. La complexité de la réglementation et les conditions de travail dans les zones financières spéciales constituent des obstacles pour les entreprises opérant dans ces domaines.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement des Seychelles a donné la priorité à l'aide aux victimes de la criminalité organisée en mettant en œuvre des mesures d'assistance globales, notamment des soins médicaux, un hébergement et, si nécessaire, le rapatriement. Afin de mieux protéger les victimes, en particulier celles touchées par la traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail, l'État assure la protection des témoins et, dans certains cas, accorde des permis de travail pour leur permettre de rester et de travailler légalement dans le pays. Ces efforts, menés en collaboration avec des organisations religieuses et des ONG, ont largement contribué à prévenir la revictimisation. Cependant, le dispositif de prise en charge des usagers de drogue demeure insuffisant. La fermeture des centres de réadaptation gérés par l'État a créé un vide important, aucune structure de soutien alternative n'ayant été mise en place. La « guerre contre la drogue » menée par le gouvernement a introduit des sanctions sévères à l'encontre des usagers de drogues, ce qui pourrait accroître leur vulnérabilité. L'insuffisance de programmes de réadaptation et de traitement aggrave la situation, tandis que l'efficacité du programme de traitement à la méthadone fait l'objet de débats. Toutefois, des progrès ont été réalisés dans le

cadre de la protection des lanceurs d'alerte, et le cabinet a récemment approuvé une législation complète en la matière. Cette initiative vise à encourager les individus à signaler les actes répréhensibles dans le cadre professionnel tout en garantissant un cadre de protection solide conforme aux normes internationales.

Des mesures de prévention pour lutter contre le crime organisé sont en place, mais leur mise en œuvre se heurte à d'importants défis. L'absence d'initiatives officielles de police de proximité limite l'engagement au niveau local, et aucun programme de sensibilisation spécifique n'a été mis en place. Ces lacunes mettent en évidence des axes prioritaires d'amélioration pour renforcer la réponse nationale au crime organisé notamment par une participation accrue des communautés et par le développement de mécanismes de soutien. Les principaux obstacles à la mise en œuvre efficace des lois et politiques existantes sont le manque de ressources humaines et l'absence d'interventions adaptées au contexte local.

Les organisations de la société civile et d'autres acteurs non étatiques jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la criminalité organisée, en complétant et en renforçant les efforts de l'État. Le gouvernement a favorisé un environnement propice à ces organisations en garantissant les libertés constitutionnelles d'expression et de presse, permettant ainsi l'émergence d'une société civile forte et indépendante. La collaboration entre les acteurs étatiques et non étatiques s'est avérée efficace, les deux parties travaillant de concert et partageant leurs ressources pour lutter contre le crime organisé. Les médias jouent également un rôle crucial, en offrant une plateforme de discussion sur le crime organisé sans faire l'objet de mesures de répression manifestes ni d'attaques de la part de groupes criminels ni d'entités gouvernementales. Cet environnement médiatique ouvert contribue à garantir que les questions liées au crime organisé fassent l'objet d'une couverture médiatique et que les militants civils puissent agir sans subir de représailles sévères. Cependant, des préoccupations subsistent quant à la liberté de la presse. Des allégations de harcèlement fréquent de journalistes ont été rapportées, et les médias sont souvent perçus comme étant influencés par des intérêts politiques. En conséquence, une culture d'autocensure s'est développée dans certaines rédactions, les journalistes évitant les reportages critiques afin de limiter les réactions négatives potentielles.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.